

Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°47 - semaine du 27 novembre au 3 décembre 2020

Résumé

Bangladesh : Détérioration du niveau des réserves obligatoires des banques publiques. Signature d'une convention de partenariat avec l'IFC pour un projet en partenariat public-privé d'assainissement dans l'agglomération de Gazipur. Vers la pose d'un troisième câble sous-marin de fibre optique.

Bhoutan : Ratification de deux conventions internationales par l'Assemblée nationale bhoutanaise.

Inde : Indicateurs macroéconomiques : L'économie indienne en récession au deuxième trimestre 2020/21. Révisions des perspectives de croissance pour l'exercice budgétaire en cours et le suivant par *Moody's*. Augmentation des investissements directs étrangers au terme du premier semestre de l'exercice en cours. Recul de la performance du secteur manufacturier en novembre, toutefois toujours en expansion. Croissance des services pour le deuxième mois consécutif.

Finances publiques : Le déficit budgétaire déjà équivalent à 119,7 % de la cible fixée au terme des sept premiers mois de l'exercice 2020/21. Plus de 1000 Mds INR de GST collectés en novembre, pour le second mois consécutif.

Autres informations : Diminution de la demande de travail sous le programme MGNREGS en novembre.

Maldives : Approbation du budget 2021 par le Parlement.

Népal : Baisse de l'inflation pour le premier trimestre de l'exercice budgétaire 2020/21. Contraction du déficit commercial de 15% au premier trimestre. Les transferts d'argent des travailleurs migrants à la hausse au terme du premier trimestre. Refinancement de 64 Mds NPR (440 M EUR) des entreprises touchées par le COVID approuvé par la Banque centrale.

Pakistan : Léger recul de l'inflation en novembre. Progression de la collecte fiscale sur les cinq premiers mois 2020/21. La Banque centrale confirme la solidité du secteur bancaire sur le premier semestre 2020. Avancées dans la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges au Pakistan. Octroi de la seconde tranche d'un programme de soutien budgétaire par la Banque asiatique de développement.

Sri Lanka : Notation souveraine dégradée à « CCC » selon Fitch. Contraction en août de l'industrie manufacturière et des services d'après l'indice PMI. Prêt de 400 M USD de la Banque asiatique de développement dans le secteur de l'éducation.

INFORMATIONS PAYS

BANGLADESH

- **Détérioration du niveau des réserves obligatoires des banques publiques.** Selon la *Bangladesh Bank*, la situation des banques publiques s'est détériorée en 2020 en dépit des facilités accordées en terme de réserves obligatoires et de classement des créances douteuses. A fin septembre, 11 banques (7 publiques et 4 privées) sur les 59 en activité ont accumulé un déficit de 193 Mds BDT (1,9 Mds EUR) sur le niveau de réserves obligatoires. En dépit de ces défaillances répétées, le taux d'adéquation des fonds propres (*capital adequacy ratio* ou CAR) sur l'ensemble des établissements s'est redressé durant le T3 2020, pour atteindre 11,9% fin septembre, contre 11,6% fin juin 2020. Si la moyenne des banques publiques se situait à 8,3%, les 40 banques privées affichent un CAR moyen de 13,3% et les 9 banques étrangères de 25,6%.

Pour rappel, une directive de la banque centrale fixait à 12,5% le CAR, correspondant au ratio de réserves de capital sur l'encours de prêts à risque, que les établissements devaient respecter à partir de fin 2019, en conformité aux accords de Bâle III publiés le 16 décembre 2010.

En dépit de facilités significatives accordées par la Banque centrale en matière de classification de créances douteuses, qui a permis de réduire à 8,9% l'encours des prêts non performants (9,4 Mds EUR) à fin septembre, certains établissements ont enregistré au T3 2020, après la fin des mesures de confinement, une dégradation substantielle de leur portefeuille. La plus exposée est la banque publique *Sonali* qui a vu ses créances douteuses croître de 102 Mds BDT (1 Md EUR) entre juin et septembre dernier, devant *Agrani* (630 M EUR) et des banques privées parmi lesquelles *AB Bank* (447 M EUR) ou *One Bank* (197 M EUR). Au total, 12 établissements ne respectaient pas la réglementation, et affichaient un découvert global de 94,69 Mds BDT (947 M EUR).

- **Signature d'une convention de partenariat avec l'IFC pour un projet en partenariat public-privé d'assainissement dans l'agglomération de Gazipur.** L'*International Finance Corporation* (groupe Banque mondiale) a signé le 30 novembre dernier une convention de partenariat avec [l'autorité publique de gestion des projets en partenariat public-privé PPPA](#) pour accompagner un investissement d'adduction et d'assainissement dans l'agglomération de Gazipur (couvrant Tongi et Gazipur). D'une enveloppe estimée à 82 M USD, le projet couvrira la pose d'un réseau de canalisations de 137 km alimentant 230 000 foyers, la construction de deux stations d'épuration d'une capacité quotidienne de 56 M litres chacune, et celle de trois stations de gestion des boues de vidange. Avec une population de près de 2 M de personnes et une part importante des ateliers de confection du pays, l'agglomération ne dispose à ce jour d'aucune station d'alimentation en eau potable, ni de traitement des eaux usées. L'IFC est par ailleurs engagée dans un projet semblable pour la ville nouvelle de Purbachal (grand Dhaka), visant à fournir 340 M litres d'eau potable/j à une population estimée à 1,5 M habitants.
- **Vers la pose d'un troisième câble sous-marin de fibre optique.** Le premier câble sous-marin bangladais arrivant bientôt à la fin de sa durée de vie de 20 ans, le gouvernement a validé le 1^{er} décembre dernier le projet d'un 3^{ème} câble sous-marin qui sera connecté au réseau *South East Asia–Middle East–Western Europe 6* (SEA-ME-WE 6). Le budget s'élève à 7 Mds BDT (70 M EUR) dont 4 Mds sont à la charge de l'Etat et le solde apporté par la compagnie publique [Bangladesh Submarine Cable Company Limited](#) (BSCCL). Les travaux vont couvrir la fourniture et la pose d'un réseau principal de 13 275 km de câbles sous-marins et d'un réseau secondaire de 1850 km. La mise en service est prévue pour juin 2024. Ce câble permettra de recevoir une bande-passante jusqu'à 7,2 Tbps (térabits par seconde), alors que la capacité cumulée des deux câbles en service s'élève aujourd'hui à 2600 Gbps. Le développement des réseaux 4 G a poussé la demande de bande passante par internet, qui progresse annuellement de 60%. La consommation s'élève en 2020 à 1600 Gbps contre seulement 300 Gbps fin 2016. 1200 Gbps sont fournis par les deux câbles et 400 par l'Inde.

BHOUTAN

- **Ratification de deux conventions internationales par l'Assemblée nationale bhoutanaise.** L'Assemblée a ratifié l'accord cadre entre la Banque centrale et la Banque européenne d'investissement. Le Conseil national avait rejeté l'accord en 2015 car non conforme à la réglementation bhoutanaise concernant les emprunts étrangers. L'Assemblée a également ratifié l'accord entre le Bhoutan et le Fond vert pour le climat. Selon cet accord, les privilèges du Bhoutan devraient perdurer au-delà de 2023 et sa sortie probable du groupe des pays les moins développés (*least developed countries*). Le Fond vert pour le climat est le premier fond mondial de soutien à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement et a financé pour 51,9 M USD deux projets, toujours en cours, au Bhoutan.

INDE

Indicateurs macroéconomiques

- **L'économie indienne en récession au deuxième trimestre 2020/21.** Au terme d'un deuxième trimestre (juillet-septembre) consécutif en territoire négatif, l'économie indienne entre en récession. Le PIB réel se contracte de 7,5 % en glissement annuel au T2 de l'exercice budgétaire 2020/21 (après -23,9 % au terme du T1 et une expansion de +4,4 % un an auparavant). La valeur ajoutée (VA) diminue de 7 % en g.a. (après -22,8 % au T1) alors qu'elle était en progression de 4,3 % l'année dernière à la même période. Ce ralentissement trimestriel reste toutefois moins marqué que celui anticipé puisqu'une contraction de 8 à 9 % était attendue par le consensus des économistes. La levée progressive des restrictions, couplée à une saison des fêtes propice à la consommation, expliquerait la meilleure performance de certains pans de l'économie.

Le secteur agricole (18% du PIB) maintient une croissance, avec 3,4% en g.a, proche de sa croissance moyenne de long terme, contre 3,5% en g.a. au T1 2019/20 (et 4% pour l'ensemble de l'exercice écoulé). Si les performances des secteurs secondaire et tertiaire (respectivement -2,1 et -11,4 % en g.a. après -38,1 et -20,6 % au trimestre précédent) restent toujours en territoire négatif, certains sous-secteurs s'améliorent nettement. C'est notamment le cas de l'activité manufacturière (19% du PIB au T2 2020/21), qui affiche même un plus haut en deux ans (+0,6% contre -39,3% au T1 2020/21 et -0,6% au T2 2019/20).

Selon l'optique des dépenses, la consommation privée, première composante du PIB à 54 %, a freiné son ralentissement (-11,3 % en g.a au terme du T2 2020/21 contre -26,7 % en g.a. au T1 2020/21. A l'inverse, la consommation publique (11 % du PIB) s'est contractée de près de 22% en g.a. après avoir été la seule composante en territoire positif lors du précédent trimestre (+16,4% en g.a.), révélateur de la limite du volet budgétaire contra cyclique du plan global de soutien à l'économie indienne. De même, les investissements continuent de se contracter à un rythme toutefois moins important qu'au T1 2020/21 (-7,3% en g.a. après -47% en g.a.) et pâtissent encore de la mise à l'arrêt de l'économie indienne au T1. Ils représentent 28% du PIB contre 22% au T1 2020/21.

- **Révisions des perspectives de croissance pour l'exercice budgétaire en cours et le suivant par Moody's.** L'agence de notation a ramené sa prévision de contraction pour l'exercice budgétaire débuté le 1^{er} avril dernier de 11,5 à 10,6 %. Elle a également légèrement relevé ses prévisions de croissance du PIB pour l'exercice 2021/22 de 10,6 à 10,8 %. *Moody's* précise toutefois que la reprise restera fragile et surtout conditionnée à l'évolution de la situation sanitaire qui peut impacter négativement la demande. L'agence de notation ajoute que les conditions s'amélioreraient pour les entreprises indiennes dès 2021 avec la reprise de l'économie. Les entreprises financièrement solides conserveront un bon accès au financement, tandis que les émetteurs de qualité spéculative seront confrontés à des défis.
- **Augmentation des investissements directs étrangers au terme du premier semestre de l'exercice en cours.** D'après les chiffres publiés par le ministère du Commerce et de l'Industrie, les flux d'IDE ont été portés de 26 Mds USD entre avril et septembre 2019 à 30 Mds USD un an plus tard, soit une augmentation voisine de 15 % en

glissement annuel. Rapportés en roupie, les flux ont augmenté de 23 % en g.a. Singapour est le premier pourvoyeur d'IDE avec 27,7 % du total tandis que les Etats-Unis et les îles Caïmans complètent le podium (respectivement 23,7 et 7 % du total des flux). Avec 1,1 Md USD et 3,7 % du total, la France se classe 7^{ème} entre le Royaume-Uni et le Japon. Les logiciels et le matériel informatique absorbent près de 59 % des flux (8% pour les autres services).

- **Recul de la performance du secteur manufacturier en novembre, toutefois toujours en expansion.** L'indice PMI a été ramené de 58,9 en octobre (plus haut niveau depuis plus de huit ans) à 56,3 en novembre. La croissance a été essentiellement tirée par la catégorie des biens de consommation. A noter toutefois que les nouvelles commandes ont augmenté à un rythme plus lent que les deux derniers mois impliquant mécaniquement une réduction de la demande d'intrants de la part des fabricants indiens. En moyenne sur les onze premiers mois de l'année calendaire, l'indice PMI s'établit à 48,8 contre 52,2 un an auparavant.
- **Croissance des services pour le deuxième mois consécutif.** Si l'indice PMI est ramené de 54,1 en octobre à 53,7 en novembre, le secteur assiste à la première hausse de l'emploi depuis neuf mois. Les données sous-jacentes montrent que c'est le marché intérieur qui est la principale source de nouveaux gains commerciaux puisque les nouvelles commandes en provenance de l'étranger ont à nouveau diminué. En moyenne sur les onze premiers mois de l'année calendaire, l'indice PMI s'établit à 40,7 contre 51,3 un an auparavant.

Finances publiques

- **Le déficit budgétaire déjà équivalent à 119,7 % de la cible fixée au terme des sept premiers mois de l'exercice 2020/21.** Les chiffres publiés par le Contrôleur général des comptes publics (CGA) indiquent un déficit de 9 531 Mds INR (environ 106 Mds EUR) en octobre 2020 à comparer à 7 963 Mds INR équivalent à 102,4% de la cible un an plus tôt. Les données du CGA montrent une sous-réalisation des recettes équivalentes à seulement 31,5 % de l'objectif sur l'exercice (contre 44,9 % de l'objectif un an auparavant). Les recettes fiscales (qui représentent près de 83% du total) pâtissent ainsi des mesures de confinement et de l'atonie de la demande et enregistrent une perte de près de 6 points de pourcentage par rapport à la même période un an auparavant. Les dépenses totales se sont établies à 16 615 Mds INR (185 Mds EUR) soit 54,6% de l'objectif annuel (contre 59,4% un an plus tôt). Pour rappel, lors de la présentation du budget en février dernier, la cible de déficit budgétaire avait été fixée à 3,5% du PIB pour l'exercice en cours.
- **Plus de 1000 Mds INR de GST collectés en novembre, pour le second mois consécutif.** Les revenus collectés au titre de la *Goods and Services Tax* (GST) ont dépassé la barre des 1000 Mds INR (environ 11 Mds EUR) en novembre, après les bons résultats d'octobre (plus haut niveau de collecte depuis février). Ils ont augmenté sur 12 mois glissants d'1,4% grâce à la reprise de la consommation liée à la période des festivités, mais également à un assouplissement des contraintes logistiques et d'approvisionnement. Néanmoins, les difficultés liées aux financements subsistent encore et pourraient constituer un frein à moyen terme pour une reprise durable, en particulier si les banques continuent d'adopter une attitude réticente aux risques.

Autres informations

- **Diminution de la demande de travail sous le programme MGNREGS en novembre.** La demande de travail dans le cadre du régime de garantie de l'emploi rural, le *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee scheme* (MGNREGS), a diminué en novembre 2020 par rapport au mois précédent, selon un rapport du *Financial Express* (FE). Alors que 24,3 M de ménages ont demandé du travail en octobre, ce nombre est tombé à 22,5 M en novembre (-7%). Les jours-personnes générés en novembre ont également diminué de 45 % par rapport au mois d'octobre pour s'établir à 143,5 M. Sur l'enveloppe de 1100 Mds INR allouée au programme pour l'exercice en cours, près de 70% ont déjà été dépensés alors que le record du nombre de jours de travail a déjà été dépassé

au 1^{er} decembre (2,7 Mds jours travaillés contre 2,6 Mds pour l'ensemble de l'exercice précédent, ce qui constituait déjà un record depuis la mise en place du programme en 2006).

MALDIVES

- **Approbation du budget 2021 par le Parlement.** Le Parlement a adopté le budget pour l'année 2021 le 30 novembre, avec 68 voix pour sur les 87 députés de la chambre. Celui-ci prévoit 1,4 Mds USD en revenus et dons (contre 952,8 M pour le budget révisé de 2020) et 2,3 Mds USD de dépenses en incluant le remboursement de la dette (contre 2,1 Mds USD pour celui de 2020). 861,5 M USD sont provisionnés pour les dépenses d'investissement. Le budget présente un déficit prévisionnel de 797,9 M USD pour 2021. Le budget présenté par le gouvernement, avant son étude par le Parlement, prévoyait un déficit de 23,4% du PIB. Selon les estimations de la Banque mondiale, le déficit public devrait se creuser à -22,5% du PIB cette année contre -6,4% en 2019.

NEPAL

- **Baisse de l'inflation pour le premier trimestre de l'exercice budgétaire 2020/21.** Selon les chiffres publiés par la Banque centrale (NRB), l'inflation atteint 3,8% au premier trimestre (mi-juillet – mi-août), contre 6,2% à la même période un an plus tôt et en constante diminution depuis le pic du T3 2019/20 à 6,8%. L'inflation est principalement le fait des prix des produits alimentaires qui augmentent au T1 de 5,5% en g.a. contre 2,5% pour les produits non alimentaires.
- **Contraction du déficit commercial de 15% au premier trimestre,** ramené à -261,2 Mds NPR soit 2,2 Mds USD. Les exportations népalaises de marchandises augmentent au T1 2020/21 dans les mêmes proportions qu'au T1 2019/20 (+14% en g.a. et atteignent 31 Mds NPR, environ 261 M USD). Après la réouverture des frontières, les exportations à destination de l'Inde et des autres pays ont augmenté en g.a. respectivement de 19,4% et 7,4%, sauf pour celles à destination de la Chine qui ont diminué de 53,2%. Les importations diminuent dans les mêmes proportions qu'un an auparavant, -12,7% en g.a. au T1 2020/21 contre -10,3% au T1 2019/20 et s'établissent à 292,3 Mds NPR (2,5 Mds USD). Ici encore les importations vers la Chine subissent la chute la plus importante - 26,9%, contre -6,6% pour l'Inde et -19% pour les autres pays. A l'issue du T1 2020/21, l'Inde reste le premier partenaire commercial du Népal (66,5% des échanges), suivie par la Chine (13,5%) et les autres pays (20%).
- **Les transferts d'argent des travailleurs migrants à la hausse au terme du premier trimestre.** Ils augmentent de 12,6% en g.a. et représentent 258,9 Mds NPR (2,2 M USD et 7% du PIB). Un an plus tôt ces transferts étaient en baisse de 5,1% en g.a. Ces résultats pourraient faire mentir les prévisions de la Banque mondiale (fin octobre) selon lesquelles les transferts chuteraient de 12% en g.a. en 2020. Cette estimation avait été contredite par la NRB qui tablait sur un maintien à niveau pour 2020 et une diminution seulement en 2021. Pour rappel, les transferts annuels de la diaspora représentent près de 25% du PIB népalais.
- **Refinancement de 64 Mds NPR (440 M EUR) des entreprises touchées par le COVID approuvé par la Banque centrale.** Ce plan de refinancement réservé aux secteurs les plus ralentis par la pandémie, prévoit un plafonnement des taux d'intérêts des prêts concernés à 5%. La NRB a également déclaré qu'un financement additionnel de plus de 200 Mds NPR (1,4 Mds EUR) était en préparation. Pour rappel, les refinancements accordés lors l'exercice précédent par la NRB ont atteint 7,5 Mds NPR soit 2% du PIB.

PAKISTAN

- **Léger recul de l'inflation en novembre.** L'indice des prix à la consommation progresse de 8,3 % en glissement annuel, à comparer à 8,9 % en octobre et 9 % en septembre. Il enregistre une hausse de 0,8 % rapport au mois précédent (contre 1,7 % un mois plus tôt). Cette situation s'explique principalement par la décélération de la

hausse des prix des produits alimentaires périssables (6,1 % en glissement annuel après 10,2 % en octobre). La progression des prix des produits alimentaires non périssables – qui comptent pour 29,6 % de l'indice – demeure quant à elle soutenue (17,3 % en glissement annuel). L'inflation moyenne s'établit à 8,8 % sur les cinq premiers mois de l'exercice 2020/21 (1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021), à comparer à 10,8 % sur la période considérée en 2019/20. L'inflation sous-jacente (hors énergie et denrées alimentaires) reste contenue à 5,6 % et à 7,4 % respectivement en milieu urbain et rural en novembre 2020.

- **Progression de la collecte fiscale sur les cinq premiers mois 2020/21.** Selon un communiqué de presse publié par l'administration fiscale (*Federal Board of Revenue*), cette dernière aurait collecté 1 688 Mds PKR (10,5 Mds USD) d'impôts et taxes sur la période courant de juillet à novembre 2020 (nets des remboursements effectués). Elle dépasse ainsi l'objectif de 1 669 Mds PKR qu'elle s'était fixée. Le montant collecté s'affiche en hausse de 4 % en glissement annuel sur la période considérée.
- **La Banque centrale confirme la solidité du secteur bancaire sur le premier semestre 2020.** Les actifs du secteur bancaire ont progressé de 7,8 % entre janvier et juin 2020, à comparer à 5,3 % au S1 2019. La croissance des dépôts s'affiche ainsi à 9,8 %, contre 6,8 % un an plus tôt. Les investissements enregistrent également une hausse marquée de 22,8 %. Les crédits (nets) se sont toutefois contractés de 2,2 % au S1 2020, quand leur croissance atteignait 3,7 % sur l'année 2019. Le taux de distribution des crédits (crédits/dépôts) continue de plafonner en deçà de 60 %, et recule même à 46,3 % fin juin 2020 après 51,7 % fin 2019.

A la fin juin 2020, le secteur bancaire affichait un taux d'adéquation du capital de 18,9 %, bien supérieur aux exigences locales et internationales, après 17 % fin décembre 2019. La Banque centrale souligne toutefois la légère dégradation de la qualité des actifs. Les créances douteuses représentaient 9,7 % de l'encours total à la fin juin 2020, à comparer à 6,6 % six mois auparavant. Le ratio créances douteuses nettes sur portefeuille net de prêts se détériore légèrement en passant de 1,7 % à 1,9 % fin juin 2020. Les créances douteuses brutes ont atteint 4,4 Mds USD fin juin 2020, en hausse de 11,2 % par rapport à fin 2019. La rentabilité du secteur s'est nettement améliorée au S1 2020 (+52,1 % des profits après impôts par rapport au S1 2019). A la fin juin 2019, les taux de rendements moyens après impôts des actifs et des fonds propres s'affichent respectivement à 1,1 % et 14,6 %.

La Banque centrale souligne l'efficacité des mesures de soutien au secteur privé adoptées en lien avec la crise sanitaire. La suspension du remboursement du principal des prêts contractés par les entreprises et les ménages pour un an et le rééchelonnement de certains crédits ont ainsi permis de limiter le risque de défaut (report de 3,4 Mds USD d'échéances de crédit et rééchelonnement de 1 Md USD de dettes privées à la fin septembre).

- **Avancées dans la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges au Pakistan.** Selon un communiqué de presse de l'administration fiscale (*Federal Board of Revenue*), 79 % des dispositions figurant dans l'accord de l'OMC seraient appliquées par le Pakistan en novembre 2020, à comparer à seulement 34 % en juin 2018. Ce résultat est ainsi supérieur à la performance moyenne des membres de l'OMC (65,5 %) et à celle des pays en développement (65,2 %).
- **Octroi de la seconde tranche d'un programme de soutien budgétaire par la Banque asiatique de développement (BAsD).** La mise en œuvre du programme prévoit une série de réformes pour accroître la compétitivité du pays et favoriser la diversification des exportations, avec notamment la refonte des politiques fiscale et tarifaire et le renforcement des capacités de certaines institutions clefs (i.e. *Export-Import Bank of Pakistan* et *Pakistan Single Window*). La mise en place d'une plateforme e-commerce est également prévue. Le financement total de la BAsD pour ce programme s'élève à 800 M USD (500 M USD avaient été déboursés en août 2019 pour la première phase).

SRI LANKA

- **Notation souveraine dégradée à « CCC » selon Fitch.** L'agence de notation a dégradé la notation souveraine de Sri Lanka à « CCC » sans perspective, celle-ci n'en publiant pas lorsque la note est de « CCC » ou d'un niveau inférieur. Selon Fitch, la croissance pour 2020 devrait être négative, d'environ -6,7%, avant un rebond en 2021 (+4,9%). La dette publique s'élevait à 86,8% du PIB l'an dernier et devrait atteindre environ 100% en 2020 d'après les estimations de Fitch. Le montant de la dette publique externe à rembourser est de 23,2 Mds USD sur la période 2021-2025. Dans le communiqué de l'agence, il est rappelé que le budget 2021 prévoit 1,8 Md de prêts bilatéraux et multilatéraux. Les autorités sri lankaises projettent une réduction du ratio de la dette à 75,5% en 2025 contre 95,1% en 2020 et une collecte fiscale à hauteur de 14,2% du PIB d'ici 2025, contre une 9,5% en 2020. Elles estiment en outre une croissance de +6% du PIB à moyen-terme et un déficit de -8,9% du PIB en 2021 (contre 7,9% en 2020). Fitch a des projections inférieures, avec une croissance estimée à 4% en moyenne sur la période 2021-2024 et des revenus fiscaux en moyenne de 11% du PIB. L'agence considère par ailleurs que l'augmentation des revenus de +28% en 2021 est ambitieuse étant donné les baisses d'impôts consenties en décembre 2019 ainsi que les nombreuses incitations fiscales incluses dans le budget. Elle envisage un déficit de la balance courante autour de -2 et -3% du PIB en 2021 et 2022.
- **Contraction en août de l'activité manufacturière d'après l'indice PMI.** Ce dernier, publié par la Banque centrale, est un indicateur reflétant la confiance des directeurs d'achat vis-à-vis de l'environnement économique. L'indice PMI dans le secteur de l'industrie manufacturière (*Purchasing Managers' Index - Manufacturing*) a atteint 40,3 points en octobre, affichant une forte baisse par rapport à septembre (-19,5 pts). Il s'agit donc d'une contraction des activités (car < 50). Le sous-indice « Production » s'est élevé à 30,3 points contre 63,3 le mois précédent. Le sous-indice « Nouvelles commandes » affiche une baisse à 43,3 points (-18,4 pts par rapport à septembre). Cet effondrement s'explique par la seconde vague de la pandémie du COVID-19 qui affecte Sri Lanka depuis début octobre et ses conséquences en termes de disponibilité de la main d'œuvre, touchant particulièrement les secteurs du textile et de l'hébergement/restauration. Le sous-indice « Délai de livraison » continue de croître, signifiant un allongement de ces délais, atteignant 72,5 points (63,3 en septembre) du fait des retards dans le port et les procédures de dédouanement selon les répondants. L'emploi manufacturier est en chute (25,8 pts contre 51,6 précédemment).
- **Au même titre que les services.** L'indice des directeurs d'achat dans le secteur des services (*Purchasing Managers' Index - Services*) a été de 41,8 points en octobre, soit -12,5 points par rapport au mois précédent. Les sous-indices « Nouvelles activités » (de 40,1 ; contre 58,9 en septembre) et « activités commerciales » (35,7 contre 60,4) démontrent les conséquences des couvre-feux localisés sur l'activité économique, notamment sur les secteurs du commerce, de l'éducation, des transports et de l'hébergement/restauration. 59,3% des répondants citent la baisse de la demande issue de la seconde vague de la pandémie comme principale conséquence de la chute de l'activité. Le sous-indice « Prévisions d'activités » a chuté de 59,6 à 35,2 sur la période, montrant le pessimisme prévalant du fait du COVID-19. Le sous-indice « Emploi » confirme sa tendance négative (39,3 ; 49,5 le mois précédent) du fait de l'arrêt des recrutements et de la non-extension des contrats de travail.
- **Prêt de 400 M USD de la Banque asiatique de développement dans le secteur de l'éducation.** La BASD a approuvé le 1^{er} décembre un prêt de 400 M USD pour soutenir la politique du gouvernement visant à réformer le système scolaire secondaire. Le *Secondary Education Sector Improvement Program* de la BASD devrait bénéficier à 953 000 élèves chaque année et cible en particulier les enseignements des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) et les études commerciales. Ce projet compte aussi accroître la qualité de l'enseignement en offrant des formations à plus de 47 000 enseignants du secondaire supérieur. L'objectif du programme est d'améliorer la productivité des élèves tout en facilitant leur adaptabilité au marché du travail.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	B-	Stable	CCC	-	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D

**Auteurs : Service Économique Régional de New Delhi**

Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Abonnement par email : patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.